

DU 30^e AU 31^e CONGRES DE LA

Au mois de juin a lieu le 31^e Congrès confédéral de la C.G.T.

Le journal « Le Peuple » a publié le 15 mars 1957 le projet de programme d'action présenté par la Commission administrative. Ainsi qu'on le verra, ce programme comporte une série de modifications extrêmement intéressantes... et instructives pour beaucoup de militants d'avant-garde et de révolutionnaires dont l'attention n'est surtout pas attirée par les « grands » dirigeants qui témoignent ainsi de leur parfait mépris des masses. Tout va bien. On change de politique. Tout va encore très bien. Il n'y a pas de meilleure méthode de déséducation ouvrière que cette conclusion au préambule du projet 1957 qui dit ceci :

« ...Le 31^e Congrès de la CGT considérant que le programme adopté par le 30^e Congrès a subi avec succès l'épreuve de sa confrontation avec la vie et avec les nécessités du rassemblement de la classe ouvrière pour l'action... Considérant que ce programme appelle quelques amendements...

Après cela, on arrive à se demander pourquoi il a été fait tellement de tam-tam autour de ce fameux « programme constructif » qu'il fallait absolument bannir... et que l'on reprend aujourd'hui... Car il s'agit de cela; une des grandes « originalités » du projet: c'est la réintroduction du mot d'ordre des nationalisations des « gisements d'uranium et de toutes autres sources d'énergie nucléaire, de l'extraction et autres secteurs clés de l'industrie du pétrole, des monopoles de fait des produits chimiques et de la sidérurgie » que l'on nous présente cette fois sous

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

PERMANENCE

64, rue de Richelieu

PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

le samedi, tout l'après-midi

l'égide de la Constitution et enrobées dans la politique d'indépendance nationale et accompagnées « d'excellents » conseils prodigués « au pays » dans le paragraphe, également réintroduit, qui concerne le déficit inflationniste des finances publiques et celui des échanges extérieurs.

Lorsque nous disons réintroduction, il faut néanmoins préciser, ce que La Vérité des Travailleurs signala en son temps, qu'au Congrès de 1955, s'il y eut rupture formelle avec de tels mots d'ordre (amendements de Le Brun-Rouzaud retirés), l'idée, c'est-à-dire la politique, en fut reprise dans la résolution finale (présentée par Krasucki).

« La CGT considère que la résistance et les tentatives de sabotage de la bourgeoisie seront brisées dans la mesure où le mouvement populaire sera suffisamment puissant et son unité solidement organisée pour assurer les premiers succès et aller de l'avant. Sur cette base et dans le développement de la lutte, des mots d'ordre tels que: nouvelles nationalisations, contrôle des banques, etc..., pourront devenir utiles et nécessaires.

Ils correspondront alors aux exigences d'une situation nouvelle et s'appuieront sur la conviction acquise par les masses, au cours de leur propre expérience dans l'action, qu'ils sont deve-

nus utiles et nécessaires, réalisables; ils deviendront alors des mots d'ordre d'action... »

Comment tous ces pourfendeurs des nationalisations au « service des trusts », les B. Frachon, Marcel Paul, voire J. Vermeersch, et ces secrétaires de syndicats d'entreprises nationalisées dont Apostolo de Renault, vont-ils expliquer leur volte-face?

Et puisque nous en arrivons à ces masses en action, ne pouvons-nous faire remarquer que le Bureau confédéral s'est bien gardé à aucun moment de mettre un tel programme d'ensemble en application, précisément lorsque les masses agissaient, de juillet à septembre 1955, un mois après le 30^e Congrès à Saint-Nazaire, Nantes, etc., etc. La seule leçon que la direction CGT en tira fut la « particularisation », en se gardant de fixer d'autres perspectives aux masses en lutte. (Voir le récit de la grève héroïque des ouvriers Nantais dans La Vérité des Travailleurs, n° 34 d'octobre 1955). Pour la petite histoire et pour conclure sur cette question du programme, notons les reproches adressés à FO et CFTC à propos de leurs « plans touffus basés sur la collaboration de classes et les réformes en accord avec les capitalistes » pour bien marquer la différence avec le programme « si clair » mis en discussion.

Ainsi, ce Congrès apparaît dominé par les besoins de la politique du moment, celle du PCF, de « grandeur nationale ».

L'Université en grève

Les ouvriers ne sont pas les seuls à entrer dans la bataille revendicative. Les professeurs de l'Enseignement supérieur, les étudiants qui se recrutent essentiellement dans les milieux des classes moyennes ne sont pas satisfaits de la politique de Mollet-Billières. Celui-ci comptait diviser le personnel de l'Enseignement supérieur en attribuant une augmentation de 20 % à la catégorie des chercheurs. La grève des professeurs des Facultés des Lettres et des Sciences, en accord avec les chercheurs fut la réponse à cette manœuvre.

C'est pour l'attribution d'allocations substantielles d'Étude que les Étudiants s'unissent. Au nombre de 5.000 ils ont défilé sur le boulevard Saint-Michel pour manifester leur intention de voir leurs revendications satisfaites.

Il serait possible d'unir les luttes de toutes les catégories de travailleurs: ouvriers de l'industrie privée et du secteur public, travailleurs intellectuels et manuels.

Il faut, des mouvements épars des travailleurs intellectuels et manuels, faire un mouvement uni de tous les travailleurs.

ARGUMENTS N° 2 Cahiers de discussions

SOMMAIRE: Actualité du problème de l'idéologie (J. Gabel). — Marxisme, idéologie ou philosophie (J. Duvignaud). — Révisons le révisionisme (E. Morin). — Un bilan désabusé (L. Goldmann). — Le péril « jeune » (E.M.). — Les meneurs de jeu (C. Audry). — L'automatisme et ses idéologies (F. Momigliano). — Socialisme et moyennes entreprises (J. Dofny). — Encore Gilberto-Freyre (J. D.).

Rédaction: C. Audry, R. Barthes, J. Duvignaud, E. Morin.

Abonnements: 500 fr. l'an (6 n°), étrangers: 650 fr. C.C.P. Editions de Minuit 180-43, 7, rue Bernard-Palissy, Paris-6^e. (Il est recommandé de s'abonner, la diffusion en librairie étant très réduite).

L'ancien programme est remisé, un nouveau lui succède qui, comme par hasard, ressemble comme un frère à ceux des Congrès des lendemains de la libération... « constructifs » également.

...Pendant ce temps, les masses continuent à mener de grands combats, sans arriver à capitaliser autre chose que la rancœur, la sensation du « coche encore loupé ». Ainsi 1947, 1948, 1950, 1951, 1953, 1955 après les illusions perdues du Front populaire. L'absence d'analyse des luttes menées par la classe ouvrière en liaison avec cette question du programme est d'autant plus marquée que Krasucki attribue aux revendications immédiates de 1955 la paternité des grandes luttes de l'été et de l'automne de la même année, ce à quoi Le Brun lui rétorque que celles de 1951 et 1953 eurent lieu « avec un programme économique » (Le Peuple, n° 522 et 524 des 15-1 et 12-2-57).

Autre lacune: l'absence d'analyse de la conjoncture capitaliste. Indépendamment des perspectives et des tendances de l'économie, les revendications paraissent élaborées de bric et de broc.

L'économie capitaliste plafonne-t-elle? Et pour longtemps? Sommes-nous à la veille d'une crise ou au contraire à l'aube d'un nouveau boom?

La connaissance de la situation exacte est indispensable pour la détermination de revendications immédiates, adaptées à la réalité, ce que savent parfaitement les militants d'entreprises lorsqu'ils se préoccupent de l'importance du carnet de commandes du patron, à la veille d'une action. Invertébré, imprégné de la conception « particulariste », sans axe de la lutte avec la revendication des 40 h. en second plan, sans moyens d'action pour le réaliser, il évoque irrésistiblement le catalogue de vœux pieux.

Le chapitre consacré aux salaires pose en premier l'augmentation générale « sur la base des programmes revendicatifs formulés par les diverses organisations et fédérations de la CGT », alors que dans le programme 1955, il était mentionné: « Accentuation de l'action pour imposer les revendications formulées par les diverses fédérations concernant l'augmentation immédiate ».

C'est l'officialisation de la « particularisation ». Rien n'est prévu pour unifier ou simplement coordonner les divers programmes revendicatifs des différentes fédérations, ce qui pourrait et devrait être fait dans le cadre de la préparation du Congrès confédéral, ce que celui-ci sanctionnerait.

Après cela le deuxième paragraphe sur la fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti à 145 fr. de l'heure perd toute signification. Ces 145 fr. sont d'ailleurs repris intégralement du précédent Congrès, ceci malgré la hausse du coût de la vie. En fait, ils remontent encore à bien plus loin, à 1934, année de la grève du 28 avril qui avait pour thème les 25.166 fr., soit 145 fr. de l'heure. Depuis, le demi-échec de cette grève servit d'« heureux » prétexte à la « particularisation », systématisée aujourd'hui.

Ces ridicules 145 fr. ne feront guère mal aux patrons. A ce propos, il est peut-être nécessaire de rappeler que les dernières grèves de Saint-Nazaire de 1955 lancèrent les 40 fr. de l'heure, soit 7.000 fr. par mois, repris un peu partout en France et remarquons que le 31^e Congrès ne s'oriente pas dans la voie d'une telle revendication uniforme ayant fait ses preuves et qui avait pour mérite supplémentaire de dépasser le programme de 1955. Il est à présumer que les ouvriers devront « déborder » encore.

Cette orientation de « particularisation » a sa logique qui se retrouve d'ailleurs dans le domaine de l'Unité. On se rappelle que le 30^e Con-